

*Aide au développement*

Il est certain que s'il se dépense chaque année dans le monde des milliards de dollars au profit des forces armées, il existe un rapport, et c'est celui de ces milliards de dollars qui ne peuvent être consacrés aux autres besoins de la population mondiale. Ces besoins sont nombreux et se disputent déjà des fonds peu abondants. On peut parler de la recherche médicale, de l'éducation, de la protection de l'environnement, du logement, des garderies et des soins pour les personnes âgées. Le rapport entre la défense et le développement n'est pas précisément un cas particulier, car le même lien existe entre deux autres domaines, quels qu'ils soient, touchés par les dépenses de l'État. Dans tous les pays on cherche à s'accaparer chaque dollar qu'on peut soutirer au budget militaire et on rêve au jour où les nations se sentiront en assez grande sécurité pour vivre moins armées.

Il y a un instant, monsieur le Président, je qualifiais la proposition de mon collègue d'intéressante. Selon moi, ce qu'elle a de meilleur, c'est l'originalité dont elle fait preuve en partant d'un excellent principe fondamental.

Le député a parfaitement raison de dire qu'il faut encourager les pays du Tiers monde à réduire leurs dépenses militaires. Le budget que les pays en développement consacrent à la défense est infime si on le compare à celui qu'ils consacrent à toutes les autres questions sociales, que ce soit la santé, l'éducation ou l'environnement. Il est certain que le Canada peut aider à rétablir l'équilibre et à renverser la tendance des pays du Tiers monde à s'armer davantage, et il le fera.

Je félicite également le député de proposer cette idée d'un encouragement à restreindre les budgets militaires, mais sa façon de voir me fait réfléchir. Selon moi, il s'agit d'un bon principe mal appliqué qui soulève une série de questions et de problèmes.

En premier lieu, prendre les fonds d'encouragement à même le budget militaire du Canada peut se révéler symbolique, mais il s'agirait d'une réduction arbitraire qui ne tiendrait pas compte des besoins et des coûts réels du maintien des forces armées au Canada. Il ne faut pas croire que l'argent consacré à la défense dort en attendant qu'on en fasse bon usage. Je pense que c'est là un élément important.

En deuxième lieu, si l'on pense aux bénéficiaires, il semble que le mécanisme actuellement proposé sera perçu comme une mesure, à mon sens, paternaliste dans le Tiers monde, j'irais même jusqu'à la qualifier de corruption entre nations. Les pays en développement sont aussi jaloux que nous de leur souveraineté nationale. Ils veulent prendre leurs propres décisions concernant leurs propres affaires, notamment en matière de défense, nonobstant notre désapprobation dans bien des cas.

En troisième lieu, le mécanisme proposé jouera inévitablement en faveur des contrevenants. Il va récompenser ceux qui ont choisi de beaucoup dépenser, mais qui réduisent maintenant un peu leurs dépenses, il ignorera complètement ceux qui depuis des années consacrent beaucoup de leurs ressources au développement et gardent leur budget militaire très bas.

En quatrième lieu, et c'est, à mon sens, un point fondamental, cette façon de voir ne s'attaque absolument pas à la cause, c'est-à-dire aux raisons pour lesquelles les pays en développement consacrent trop d'argent à l'armement. Elle ne vise qu'à dissimuler quelques symptômes et, selon moi, elle ne peut avoir qu'une portée symbolique.

Pourquoi de si nombreux gouvernements du Tiers monde dépendent-ils tant d'argent pour leurs forces armées? Parce qu'ils manquent d'assurance, parce qu'ils craignent leurs voisins ou encore des tensions internes ou un mécontentement de la population. Les causes sont donc diverses et une gamme de solutions s'imposent.

De nombreux aspects de la politique étrangère du Canada peuvent aider à s'attaquer aux causes profondes, et c'est précisément ce qu'a fait et ce que fait présentement le gouvernement actuel. Par exemple, nous cherchons à atténuer la tension et l'insécurité en Afrique Australe en apportant notre appui aux États de la ligne de front et à la Conférence pour la coordination du développement en Afrique Australe et d'un autre côté, en faisant pression sur le gouvernement sud-africain pour qu'il abolisse l'apartheid et qu'il laisse ses voisins vivre en pays. Ou en Amérique Centrale, nous avons appuyé pleinement les propositions du groupe Contadora et nous appuyons maintenant les conditions de paix proposées par les dirigeants des pays de la région.

En outre, monsieur le Président, les gouvernements effectuent trop de dépenses en matière d'armement lorsqu'ils craignent les réactions de la population, des gens qui sont désespérés et qui n'ont rien à perdre. Nous sommes épouvantés de la façon dont ces gouvernements abusent de leur pouvoir, violent les droits de la personne, et utilisent des armes de guerre pour la répression à l'intérieur de leur pays. A mon avis, le gouvernement canadien prend actuellement toutes les mesures requises, et il y a deux mesures que j'aimerais regarder d'un peu plus près.

D'abord, nous devons améliorer notre aide extérieure. Nous devons la rendre plus efficace, la concentrer mieux sur les gens qui en ont le plus besoin, qui sont les plus vulnérables. La réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Chambre des communes démontre bien que ces mesures sont prises actuellement. Nous décentraliserons maintenant les mécanismes de notre aide publique au développement en faveur des bureaux régionaux et nous les rendrons plus souples. En outre, nous concentrerons mieux sur la lutte contre la pauvreté et sur le perfectionnement des ressources humaines des pays en développement. Toutes ces améliorations visent à donner à ces populations l'espoir d'une vie meilleure et la possibilité de participer au développement de leur pays, de façon à pouvoir atténuer les tensions internes et nous espérons que les gouvernements sentiront moins le besoin de recourir à la répression armée.

En deuxième lieu, monsieur le Président, notre aide peut aussi consister à encourager et à soutenir la croissance des institutions civiles et des valeurs sociales qu'il reste encore à certains pays du Tiers monde à développer s'ils veulent jouir de la paix, connaître la stabilité et respecter les droits de la personne. La réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent indique la politique poursuivie par le Canada dans ce domaine très délicat, savoir, mener une action qui n'est pas punitive et ne suscite pas les affrontements, mais qui est au contraire positive, constructive et qui apporte un soutien.

Je suis heureuse, monsieur le Président, que l'honorable député ait jugé bon de soulever une question aussi importante. Le gouvernement canadien, à mon avis, poursuit des politiques